Le bâton du président de la Chambre des communes, une tradition inventée

par Charles Robert

Le bâton du président est un court bâton vert surmonté d'un lion d'argent dont la patte antérieure droite repose sur une couronne décorée de feuilles d'érable et de douze rubis. Le bâton est apparu pour la première fois sur les armoiries personnelles qu'a concédées, en décembre 1992, le Héraut d'armes du Canada à John Fraser, président de la Chambre des communes. Dans un article publié dans la Revue parlementaire canadienne (hiver 2001-2002), M. Bruce Hicks propose que le bâton soit reconnu comme un symbole du président de la Chambre des communes. La présente réplique conteste nombre des arguments utilisés par M. Hicks pour parvenir à cette conclusion.

Le président Fraser a tellement aimé ce dessin qu'il a demandé à un orfèvre de le reproduire. Il a ensuite légué le bâton au bureau du président de la Chambre des communes pour souligner le 125^e anniversaire de la Confédération. M. Fraser aurait voulu que le président porte le bâton pendant le défilé qui précède chaque séance de la Chambre des communes et le dépose devant son fauteuil pendant les travaux. Cela ne s'est pas encore produit : les deux successeurs de M. Fraser, MM. Parent et Milliken, n'ont jamais porté le bâton en public.

Dans la conclusion de son court essai, M. Hicks cite un communiqué jamais publié dans lequel M. Fraser tentait d'établir l'importance du bâton : « Création entièrement canadienne, ce nouveau symbole de fonction s'inscrit dans une tradition vieille de plusieurs siècles dans les gouvernements parlementaires », dit-il. L'article de M. Hicks vise principalement à décrire la place qu'est censée occuper « ce nouveau symbole » dans la longue tradition parlementaire canadienne. Il explique d'abord que le bâton est un symbole honorifique vieux de plusieurs siècles. Les bâtons remontent

aux temps anciens, ajoute-t-il, et, en Angleterre, ils sont associés, depuis le XIV^e siècle, à la fonction de grand maréchal. Cette charge existe toujours. Dignitaire de la cour, son titulaire est responsable des cérémonies d'État du monarque et de la nomination des officiers d'armes qui forment le Collège des hérauts. Depuis l'époque du duc de Wellington, les feld-maréchaux britanniques ont également des bâtons, symboles du rang élevé qu'ils occupent. Selon M. Hicks, les Britanniques, en adoptant cette coutume en 1813, ont voulu imiter les traditions militaires de la France, des États germaniques et d'autres nations européennes qui utilisaient le bâton depuis des siècles.

Faisant suite à ces observations préliminaires, M. Hicks affirme qu'« il n'est guère surprenant, étant donné les racines historiques et les traditions anciennes, que les bâtons d'office jouent un rôle important lors de la rentrée parlementaire à Westminster. » La reine, lorsqu'elle officialise l'ouverture de la session en prononçant le discours du Trône, est escortée par un cortège officiel formé du grand maréchal et d'autres fonctionnaires de la cour qui portent divers bâtons et baguettes liés à leur poste.

Convaincu que les bâtons font partie de la tradition parlementaire britannique, M. Hicks tente ensuite de les lier à l'histoire du Canada en évoquant la carrière de deux militaires – l'un français, l'autre britannique – qui occupaient un rang

Charles Robert est greffier principal, Procédure, du Sénat. L'auteur remercie M. Frank Kirkwood, de la Bibliothèque du Parlement, pour son aide à la rédaction du présent article.

élevé au sein de leurs armées respectives. Le premier, François Gaston, duc de Lévis, a été fait maréchal de France quelques années après son retour à Paris, lorsque les Français ont quitté la Nouvelle-France en 1763, à l'issue de la guerre de Sept Ans. Le second, le comte Alexandre de Tunis, a été nommé feld-maréchal pendant la Seconde Guerre mondiale avant de devenir le dernier gouverneur général britannique du Canada en 1946.

M. Hicks relate ensuite l'établissement de l'Autorité héraldique du Canada et la façon dont le Héraut d'armes, exerçant les pouvoirs qui lui étaient conférés en vertu de la prérogative en matière d'armoiries, a conçu les armoiries du président Fraser, et notamment le bâton que contient son écu. M. Hicks, faisant référence à une lettre du Héraut d'armes, explique la valeur symbolique des éléments du bâton. Le lion qui le surmonte, par exemple, représente la majesté du Parlement; la couronne de feuilles d'érables et les bijoux symbolisent les habitants des territoires et des provinces du Canada. Par ailleurs, ajoute M. Hicks, il faut distinguer le bâton de la Masse, qui, depuis longtemps, représente l'autorité de la Chambre des communes. Selon lui, le bâton « est la reconnaissance de la confiance inhérente que la Couronne place dans le président de la Chambre des communes et dans la loyauté et la dignité des Communes. » De plus, le bâton « constitue un symbole de pouvoir, [...] un instrument de commandement [et] une marque d'honneur historique accordée au fonctionnaire occupant le poste le plus élevé. Le bâton est un cadeau de la reine [...] La reine a donné le bâton au président, et elle confie la Masse au sergent d'armes. Ces symboles de fonction ont leurs racines dans les symboles de fonction des législatures passées et actuelles. »

Malgré la sincérité et l'enthousiasme évidents avec lesquels il les présente, les arguments de M. Hicks ne sont pas convaincants. Le rapprochement qu'il s'efforce de faire entre le bâton et la tradition parlementaire est faible. Et sa tentative de le rattacher à l'histoire du Canada l'est aussi. Mais surtout, son affirmation voulant que le bâton du président soit un cadeau de la reine est sans fondement. Il commet peut-être sa pire erreur lorsqu'il affirme que le bâton, symbole de commandement et de rang élevé, devrait être lié à la fonction de président. Ces allégations montrent qu'il comprend très mal la nature du rôle et des fonctions du président de la Chambre des communes. Le président n'est pas un commandant militaire ni un dignitaire de la cour. Au contraire, c'est d'abord et avant tout un député, issu de la Chambre des communes dont il protège les droits et les privilèges et dont il est le porte-parole principal. Le président exerce ses pouvoirs, quels qu'ils soient, à titre de serviteur – et non de maître – de la Chambre. Le bâton, si on y voit un sceptre ou un bâton d'office, comme le fait M. Hicks, n'est pas un symbole approprié du rôle du président de la Chambre des communes du Canada.

Au Royaume-Uni, l'ouverture d'une législature et de ses sessions annuelles est une importante cérémonie officielle.

C'est un spectacle grandiose à nul autre pareil. La reine, escortée par un cortège de membres haut gradés de la cour, est au centre de la cérémonie. Le grand maréchal, le lord grand chambellan et les hérauts contribuent à donner somptuosité et apparat. Leur participation aux côtés de la reine indique que la cérémonie est de nature royale, plutôt que strictement parlementaire. Les fonctions de grand maréchal et de lord grand chambellan sont toutes deux héréditaires et, à titre de pairs du royaume, leurs titulaires sont et demeurent membres de la Chambre des lords – du moins pour le moment, malgré l'élimination de la plupart des pairs héréditaires lors de réformes récentes. Il importe aussi de remarquer que cette grande cérémonie officielle se déroule principalement dans la salle des séances de la Chambre des lords, et non pas de la Chambre des communes. Quelle que soit la façon dont ces dignitaires de la cour sont liés au Parlement, cette association concerne exclusivement la Chambre haute et aucunement la Chambre des communes.

La tentative de lier le bâton à l'histoire du Canada, en passant par la carrière et les exploits de deux héros militaires, ne tient pas. Le fait qu'un officier français, ultérieurement fait maréchal, ait passé quelques années en Nouvelle-France ou qu'un feld-maréchal ait occupé le poste de gouverneur général à la fin de sa carrière n'ancre pas l'utilisation du bâton dans notre pays. M. Hicks, en tentant d'établir un lien entre le bâton et le Canada, oublie que le duc de Connaught, troisième fils de la reine Victoria et gouverneur général de 1911 à 1916, avait aussi été nommé feld-maréchal en 1902. Ce qui est encore plus étonnant, M. Hicks omet de dire qu'un autre gouverneur général, le vicomte Byng de Vimy, a, lui aussi, reçu le bâton de feld-maréchal en 1932. En fait, ces deux omissions importent très peu. Comme le souligne M. Hicks lui-même, le Canada n'a jamais possédé d'armée suffisamment nombreuse pour se permettre d'avoir un feld-maréchal. Le bâton ne fait tout simplement pas partie du patrimoine militaire du Canada. Et même si c'était le cas, quel lien existe-t-il entre l'histoire militaire du Canada, le Parlement et le rôle du président de la Chambre des communes?

Afin de lui donner une importance ou une signification royale, M. Hicks répète à trois reprises que le bâton du président est un présent de la reine. Cela n'est pas exact. Comme il le reconnaît lui-même, c'est le président Fraser qui a fait faire le bâton à l'image d'un dessin qui figurait dans ses armoiries. La reine n'en a pas approuvé la confection, ni ne l'a donné aux présidents canadiens comme symbole de leur fonction. Le fait que le Héraut d'armes soit autorisé à concevoir des armoiries pour les Canadiens ne concerne pas la reine personnellement. Affirmer le contraire, comme le fait M. Hicks, c'est confondre l'exercice d'un pouvoir délégué par la reine avec les gestes qu'elle fait personnellement. Cela équivaut à dire que toutes les lois du pays et toutes les décisions de ses tribunaux émanent de la reine elle-même, parce que les lois sont promulguées et que les tribunaux assurent la justice en

son nom. Bref, la reine n'a pas donné le bâton au président, et le bâton n'est pas un cadeau honorifique qu'elle a personnellement offert.

La plus grave erreur de M. Hicks, toutefois, consiste à affirmer que le bâton, symbole de pouvoir et d'autorité, doit être considéré comme un emblème convenable de la fonction de président. Le bâton n'est utilisé par le président d'aucun autre parlement du Commonwealth. Au contraire, c'est la Masse qui est le plus souvent associée à la Chambre des communes et à son président.

Tous les parlements fondés sur le modèle britannique ont une Masse. Depuis toujours, elle symbolise l'autorité royale et, par voie de conséquence, l'autorité du Parlement. Malgré cela, M. Hicks semble décidé à associer la Masse avec le seul sergent d'armes et à y voir le symbole d'un pouvoir d'application des lois qui ne conviendrait pas au président. Dans ce raisonnement, M. Hicks laisse de côté à la fois la signification profonde de la Masse et l'évolution de la place qu'elle occupe dans l'histoire du gouvernement parlementaire. À ses yeux, il semblerait que la Masse appartient toujours à la reine et qu'elle a été en quelque sorte prêtée à la Chambre des communes. « La Masse qu'il porte au Parlement représente la reine, sous l'autorité de laquelle le Parlement se réunit », écrit-il. Mais cette affirmation n'est pas exacte, elle néglige une réalité constitutionnelle qui existe depuis 1649, date à laquelle le Parlement a exécuté Charles I^{er}, et 1688, lorsque le Parlement a confirmé son indépendance et sa suprématie en déposant Jacques II et en choisissant Guillaume et Marie pour régner à sa place.

La Masse est aujourd'hui le symbole de notre constitution, de la concession permanente du pouvoir royal aux représentants du peuple. Elle est dorénavant sous la garde permanente de la Chambre des communes. La seule fois où Charles 1er a voulu suspendre le Parlement en réclamant la Masse, les Communes ont refusé de la lui céder. C'est la raison pour laquelle toucher la Masse est considéré comme un outrage grave à la Chambre elle-même, car on y voit instinctivement une tentative d'usurper, pour un motif personnel, l'autorité qui appartient au peuple tout entier. En réduisant l'importance de la Masse à celle d'un symbole d'autorité d'application des lois, M. Hicks trahit les traditions qu'il dit tenir en si haute estime.

D'autre part, et c'est tout aussi important, la Masse représente également l'autorité du président. Cette association a été soulignée par Gilbert Campion, peut-être le greffier de la Chambre des communes britannique le plus important du XX^e siècle. La Masse est un symbole approprié pour le président de la Chambre des communes, a-t-il dit, parce que son autorité et celle de la Chambre sont indissociables. En proposant que le bâton devienne un nouvel emblème du président, M. Hicks inverse l'histoire. Un bâton distinct, qui serait sensé déléguer l'autorité royale au président s'opposerait au pouvoir dont sont investis en permanence les représentants du peuple de par la concession de la Masse. Contrairement à ce que M. Hicks

affirme, le bâton ne rehausserait en rien « la dignité et la loyauté des Communes ».

M. Hicks affirme aussi à de multiples reprises que le bâton est un symbole d'autorité et de commandement. Certes, le bâton peut convenir au grand maréchal ou au feld-maréchal, mais pas au président. Celui-ci ne commande pas la Chambre des communes, ni n'exerce d'autorité réelle sur elle. Au contraire, il compte sur l'appui des députés et sa mission est de répondre à leurs besoins de parlementaires. Cette réalité a été prouvée de façon très dramatique par l'incident qui a déclenché la guerre civile en Angleterre. En janvier 1642, Charles I^{er}, qui voulait arrêter plusieurs députés, a fait irruption dans la salle où la Chambre siégeait et a demandé qu'on lui dise où se trouvaient les félons. Le président Lenthall est tombé à genoux et il a répondu :

« Qu'il plaise à Votre Majesté, je n'ai d'yeux pour voir et de langue pour parler que selon le bon plaisir de la Chambre, dont je suis ici le serviteur; et j'implore humblement le pardon de Votre Majesté si je ne puis Lui fournir d'autre réponse à ce qu'Elle juge bon de me demander. »

Certes, cette déclaration a été faite dans des circonstances inhabituelles il y a plus de trois siècles, mais il serait difficile de trouver expression plus succincte de la relation réelle entre le président de la Chambre des communes et le monarque. Encore aujourd'hui, et même si, tant ici au Canada qu'ailleurs dans le Commonwealth, il possède plus de pouvoirs et assume plus de responsabilités que le président Lenthall, le président demeure essentiellement au service de la Chambre des communes. Il n'est ni un courtisan ni un agent du gouvernement chargé de défendre les intérêts de la Couronne, et il n'exerce aucune autorité réelle sur la Chambre. Au contraire, élu par ses confrères, il doit plutôt présider de façon impartiale et s'employer toujours à assurer le bon déroulement des travaux parlementaires au nom de tous les députés.

Comme l'a expliqué lord Campion, la Masse est liée à l'autorité de la Chambre des communes, mais également à celle du président, car elles sont indissociables; elles ne font qu'une. Par conséquent, c'est la Masse, derrière laquelle il marche dans le cortège, et non pas un bâton qu'il porterait lui-même, qui constitue le seul emblème approprié du président de la Chambre des communes.

La thèse de M. Hicks, selon laquelle le bâton a ses « racines dans les symboles de fonction des législatures passées et actuelles », n'est pas fondée. Le bâton, comme « nouveau symbole » de la fonction de président, ne fait ni n'a jamais fait partie, « d'une tradition vieille de plusieurs siècles dans les gouvernements parlementaires ». Et il ne doit pas en faire partie.